Pays de 2 millions d'habitants, jadis fleuron industriel de l'économie yougoslave, première république à se séparer de la Yougoslavie et à présent membre de l'Union Européenne et de la zone euro, la Slovénie connaît une grave crise sociale et politique qui pourrait très certainement modifier le fonctionnement de ce petit état et avoir des répercussions importantes pour l'avenir des autres pays socialistes passés à l'économie de marché.

La révolte de la population slovène a des antécédents et les organisations syndicales ont déjà joué un rôle majeur pour s'opposer aux différentes tentatives de dégrader les acquis sociaux de la période d'après guerre.

Une manifestation de 30.000 personnes organisée par la Confédération des Syndicats Libres de Slovénie a fait échouer un projet de taxe unique (flat tax) du premier gouvernement du conservateur Janez Janša. Cette taxe unique aurait inévitablement favorisé les nouveaux riches.

Ce fut aussi une autre manifestation syndicale réunissant quelque 70.000 personnes qui réussit à faire fixer le salaire minimum à 600/700 euros, ce qui est une exception parmi les autres pays ex-socialistes ou ce minimum, quand il est appliqué, se situe dans la zone des 300/400 euros.

Mais comme dans beaucoup d'autres pays européens, cette opposition et ces mouvements sociaux n'ont pas de relais politiques organisés en partis. Les électeurs n'ont le choix qu'entre de multiples factions politiques qui, les élections passées, s'accordent pour se distribuer les différents postes ministériels et s'alignent pour mettre en œuvre les mêmes pratiques néo-libérales que les autres gouvernements européens.

En 2012, en voulant appliquer strictement les mesures d'austérité inspirées par la Commission Européenne – réduction des dépenses publiques et atteintes à la sécurité sociale – augmentation de l'âge de la retraite - -dégraissages annoncés dans la fonctions publique – la

gouvernement du conservateur Janša a dépassé les bornes et provoqué la colère populaire.

C'est ainsi que le 17 novembre 2012 une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes a eu lieu dans la capitale du pays, Ljubljana pour s'opposer à ces mesures.

Le 23 janvier 2013, à l'initiative des présidents des syndicats Branimir Štrukelj (SVIZ) et Dušan Semolić (ZSSS) 100.000 personnes ont arrêté le travail dans la fonction publique. D'autres travailleurs se sont également mis en grève, notamment chez les métallurgistes avec le syndicat SKEI.

Le même jour près de 25.000 personnes ont manifesté dans différentes villes de Slovénie.

Il faut aussi noter que des manifestations spontanées avaient commencé dans plusieurs villes du pays, d'abord à Maribor, ville industrielle du nord-est de la Slovénie. La démission du maire de cette dernière ville, accusé de corruption a été obtenue. Une véritable révolte contre les tycoons (les nouveaux riches à la fortune douteuse) s'est emparée du pays et il ne s'est pas trouvé de manifestation où ils ne soient dénoncés.

La corruption est d'ailleurs un mal caché qui pourrit la vie de la société. Le fait qu'elle soit dissimulée et qu'il ne soit pas possible de la mettre en évidence et de la sanctionner est aussi un puissant motif de colère de la population.

C'est ainsi que ce sentiment s'est concentré sur la personne du premier ministre Janša qui devant la commission enquêtant sur son cas, n'a pas pu justifier l'origine d'une somme de 200.000 Euros, ce qui a poussé ses alliés au gouvernement à le pousser à la démission.

Le maire de Ljubljana, classé à gauche, est lui aussi accusé de malversation par l'intermédiaire de ses deux fils.

L'existence du gouvernement ne tient plus qu'à un fil, malgré le fait que le premier ministre

refuse de démissionner. A l'annonce d'une manifestation de protestation prévue pour le le 8 février, Janez Janša a proclamé son intention d'organiser le même jour une autre manifestation qui le soutiendrait. C'est dire qu'on en a pas fini avec l'arrogance d'une droite extrême refusant sa disqualification.